



RECAP-AGRI

La balance commerciale alimentaire à fin Novembre 2016

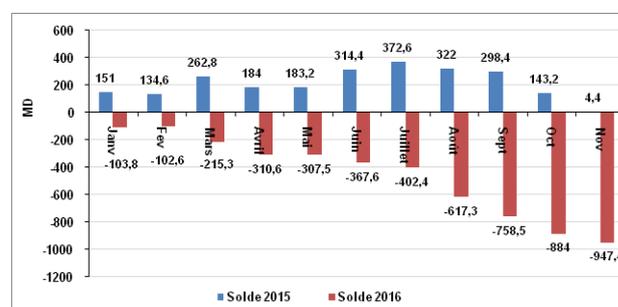
La balance commerciale alimentaire a été déficitaire de janvier 2016 à fin novembre 2016. Le déficit au terme du 11ème mois de l'année a atteint 947.4 MD soit 952 MD de moins par rapport au solde excédentaire de l'année précédente où il avait été de 4.4 MD et un taux de couverture de 72% contre 100.1% en 2015.

La valeur des exportations a diminué de 29.3% en raison d'une baisse des ventes de l'huile d'olive, celle des importations a régressé de 1.7%.

La réduction de 9.7% de la facture céréalière suite à la baisse des prix à l'import conjuguée à une diminution du volume et du prix moyen des achats du sucre expliquent en partie cette régression. Par ailleurs à l'exception de la pomme de terre, du maïs et des huiles végétales, les prix moyens des principaux produits alimentaires importés ont baissé. Le déficit de la balance

commerciale alimentaire a contribué pour près de 8.1% au déficit global de la balance commerciale du pays qui a atteint 11628 MD contre 11230.6 MD à fin novembre 2015 soit 3.5% de plus.

Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au terme du mois de novembre 2015 et 2016.



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS.

Mercuriale de Bir El kassa (Décembre 2016)

Evolution de l'offre globale

Décembre 2016/ Décembre 2015

- Augmentation de l'offre globale des légumes (+9%)
- Augmentation de l'offre globale des fruits (+33%)
- Diminution de l'offre globale des produits de la mer (-14%)

Evolution de l'offre des principaux produits



Evolution des prix des principaux produits



Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Novembre 2016 (Résultats de 2016 par rapport à 2015)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin novembre 2016 a été de 112 mille tonnes contre 119 mille tonnes au cours de la même période de 2015, soit une baisse de 5,9%. La baisse de la production a concerné essentiellement la pêche au poisson bleu (-12%).

Concernant l'aquaculture, la production réalisée à fin novembre 2016 a été de 13,3 mille tonnes contre 12,9 mille tonnes réalisées à la même période de 2015, soit une augmentation de 3,1%.

Les exportations ont atteint 18,5 mille tonnes pour une valeur de 297,6 MD contre 18,3 mille tonnes et une valeur de 285,4 MD au terme des onze premiers mois de 2015, soit des augmentations respectives de (+1,1%) et (+4,3%).

Les importations ont atteint 29,8 mille tonnes pour une valeur de 140,3 MD contre 25 mille tonnes et une valeur de 103,7 MD au terme des onze premiers mois de 2015, soit des augmentations respectives de (+19,2%) et (+35,3%).

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec (+157,3 MD) en 2016 contre (+181,7 MD) enregistrés à la même période de l'année précédente, soit 13,4 % de moins.

NB : Les chiffres de l'année 2016 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.



Figure 1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

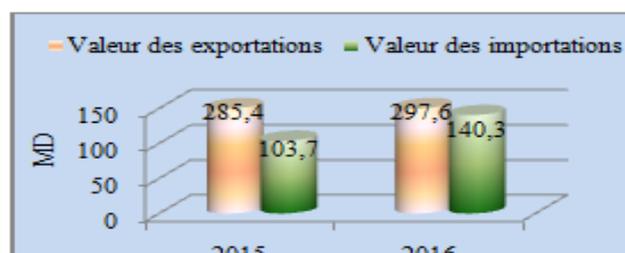


Figure 2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.

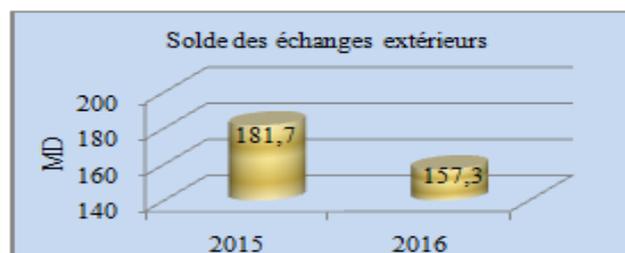
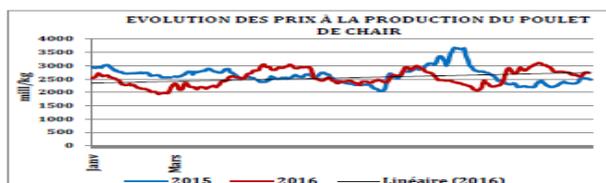


Figure 3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

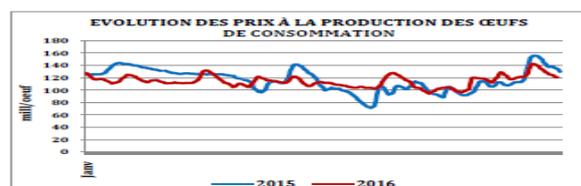
FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE

Poulet de chair



En 2016, l'évolution des prix à la production du poulet de chair a été plus au moins irrégulière oscillant entre 1933 mill/kg enregistré le 19/02/2016 et 3 099 mill/kg enregistré le 23/11/2016. Néanmoins, la moyenne des prix de l'année a été inférieure à celle des douze mois de 2015 avec respectivement 2 538 mill/kg contre 2 632 mill/kg soit une réduction de 3.6%.

Oeufs de consommation



Au cours de l'année 2016 les prix à la production des oeufs de consommation ont connu une régression en comparaison avec ceux de l'année 2015 variant autour d'une moyenne de 114.7 mill/oeuf contre 116.3 mill/oeuf.

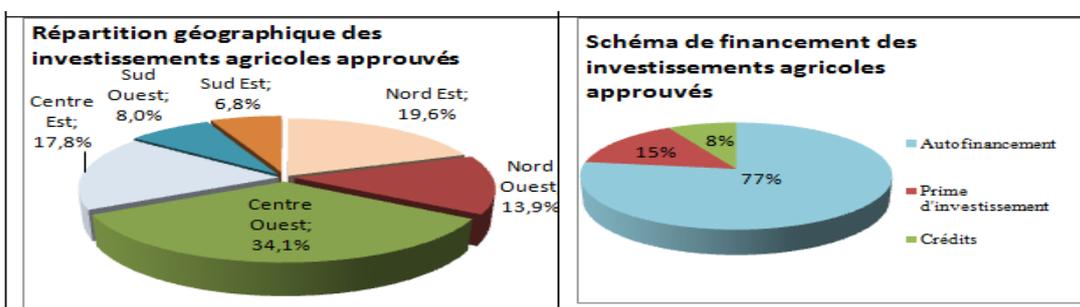
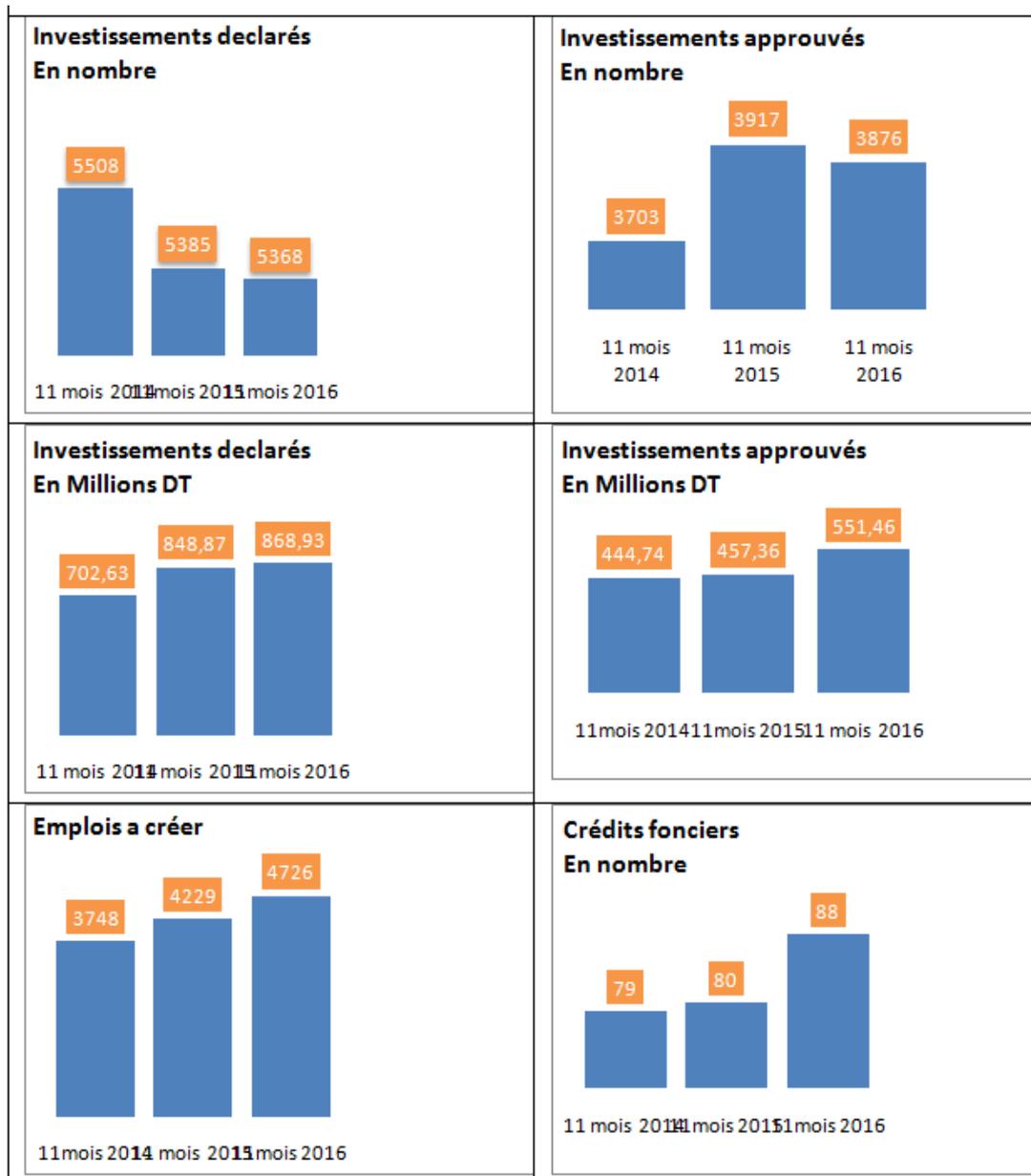
Source : ONAGRI d'après le GIPAC.

LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES A FIN NOVEMBRE 2016

Investissement catégorie « B » et « C »

Par rapport à fin octobre 2015 on distingue:

- Une hausse de **20.6%** du volume des investissements approuvés.
- Une hausse de **25.6%** de la part des fonds propres et une baisse de **19.42%** de la part des crédits bancaires dans les investissements agricoles approuvés.
- Une hausse de **78.0%** des investissements réalisés par les SMVDA (25.55MD contre 14.36 MD).
- Hausse de **11.8%** des emplois permanents par la création de **4726** postes.



INFO-AGRI

Les pays méditerranéens réunis à Tunis pour mieux répondre aux défis de la sécurité alimentaire

La 4ème réunion du réseau d'information sur les marchés agricoles en Méditerranée (MED-Amin : Mediterranean Agricultural Information Network) s'est tenue à Tunis, à l'invitation des autorités tunisiennes, les 7 et 8 décembre 2016. La Tunisie, membre du CIHEAM depuis trois décennies, s'est toujours positionnée au cœur de la coopération multilatérale euro-méditerranéenne, en considérant l'importance des enjeux agricoles et alimentaires pour le développement de cette région.

Le réseau MED-Amin a été lancé officiellement par les Ministres de l'Agriculture des 13 Etats membres du CIHEAM lors de la 10ème réunion ministérielle tenue à Alger en février 2014 afin de développer la compréhension mutuelle des pays méditerranéens et de fournir aux décideurs une plus grande transparence sur les marchés des céréales par le partage d'informations de qualité afin de relever le défi de la sécurité alimentaire dans la première région importatrice de céréales. La région Afrique du Nord – Moyen-Orient est en effet la première région importatrice au monde de céréales (environ 30% des imports mondiaux pour 6 % de la population mondiale). Les céréales sont au cœur de l'équation complexe qui caractérise l'espace méditerranéen : anticiper et accompagner l'accroissement des approvisionnements (production, importation, ...) induits par la croissance démographique, produire mieux vu la

faible disponibilité des ressources naturelles et produire avec stabilité alors que les changements climatiques s'accroissent.

Co-organisée par l'ONAGRI, l'Office des céréales et le CIHEAM, cette réunion a permis aux experts des 13 Etats membres du CIHEAM, appuyés par le Centre conjoint de recherche de l'Union européenne et le Secrétariat d'AMIS (Agriculture market information system) basé à la FAO, de poursuivre le travail d'harmonisation des données recueillies et de réalisation de bilans céréaliers et d'échanger sur les systèmes d'alerte précoce qui permettent de mieux anticiper des difficultés dans les futures récoltes.

A l'issue de cette réunion, un groupe de travail associant les opérateurs nationaux, le CIHEAM, AMIS et l'Union Européenne a été formé pour une réflexion sur la mise en place d'un système méditerranéen d'alerte précoce sur le blé ainsi qu'une meilleure circulation des informations à l'intérieur du réseau. Non seulement à des fins de prévisions mais aussi d'aide à la décision à l'instar d'autres expériences internationales. Cet espace permettrait de mieux se prémunir contre les crises ou aléas en Méditerranée (accident climatiques, instabilité des marchés, maladies phytosanitaires, conflits, etc.) et de les gérer de façon durable.

Source : www.med-amin.org

Tunisie : Le PIB baissera de 10% d'ici 2030 à cause des dangers environnementaux

Selon une étude réalisée par la Tunisie et le Fonds Mondial pour la Nature, les dangers environnementaux qui menacent le littoral tunisien peuvent causer une perte de 10% du PIB d'ici 2030. Le littoral des pays de l'Afrique du Nord se trouve menacé par une pollution massive due à l'exploitation humaine. Les activités économiques installées dans ces régions, les changements climatiques, la hausse du niveau de la mer ne cessent de perturber et de détériorer les milieux marins et la zone côtière en général. Selon le rapport "Evaluation de la vulnérabilité, des impacts du changement climatique et des mesures d'adaptation en Tunisie", le tourisme

serait le secteur le plus touché, suivi par les zones résidentielles et les ressources en eau. Ce sont les gouvernorats de Sousse, de Gabès/Médénine et de Nabeul qui connaîtront les pertes les plus importantes, compte tenu notamment des impacts sur le secteur touristique. Cette étude montre que les pertes de production agricole, estimées à 81 MDT par an (soit 2% de la valeur ajoutée agricole), sont dues à la submersion de terres agricoles et une perte du potentiel d'irrigation suite à la salinisation des nappes. 10% des périmètres irrigués existants seraient perdus.

Source : TAP

Les dattes à la recousse de la balance commerciale

La filière des dattes est l'une des plus dynamiques de l'agriculture tunisienne. Leur exportation a atteint cette année un niveau record en quantité, juste après l'huile d'olive. D'après le ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, les dattes ont rapporté 465 millions de dinars (environ 189 millions d'euros) au pays. La Tunisie devient ainsi la première exportatrice mondiale de dattes, en valeur. Ces fruits sont cultivés toute l'année dans le Sud tunisien où ils font vivre de nombreuses familles.



Selon les chiffres officiels, la datte ne représente que 6 % de la production agricole en Tunisie, mais près de 19 % de la valeur des produits agricoles exportés.

Source : m.rfi.fr.

Prix à la production de l'huile d'olive extra vierge (novembre 2016)

Les prix à la production de l'huile d'olive extra vierge en Espagne ont augmenté de manière régulière et constante durant les dernières semaines pour se situer à la fin du mois de novembre à 3,37 €/kg, soit une augmentation de 10 % par rapport à la même période de la campagne précédente.

Depuis mi-août, les prix à la production en Italie ont entamé une tendance haussière qui s'est affichée plus clairement du début jusqu'à la fin du mois de novembre où ils ont dépassé 5 €/kg pour se fixer à 5.75 €/kg.

En Grèce, les prix stables entre mi-août et le début du mois de novembre ont par la suite augmenté au cours des dernières semaines, pour se situer à 3,46 €/kg à la fin du mois, soit 21 % de plus par rapport à la même période de la campagne précédente.

En Tunisie, les prix à la production ont été stables au cours des dernières semaines puis à l'instar des autres pays producteurs ils ont augmenté pour atteindre en fin de mois le niveau de 3,68 €/kg soit 12 % de plus par rapport à la même date de 2015.

Source : COI

Flash sur les dernières importations des céréales



La Tunisie a acheté le 13/12/2016, 75 mille tonnes de blé dur au prix moyen de 275.23 Dollars/ tonne (628.281 DT/T), 75 mille tonnes de blé tendre au prix moyen de 194.18 Dollars/tonne (443.264 DT/T) et 75 mille tonnes d'orge au prix moyen de 178.84 Dollars/tonne (408.247 DT/T). Ces quantités devraient arriver aux ports tunisiens en février 2017 pour le blé dur et en mars pour le blé tendre et l'orge. Comparé au prix du blé dur local (700 DT/T pour la récolte 2016), le prix de l'importé sera inférieur de 71.719 Dinars/tonne (-10.24%). Quant au prix du blé tendre importé, il est inférieur de 76.736 DT/T (-14.75%) par rapport au prix

du blé tendre local qui est de l'ordre de 520 DT/T lors de cette récolte. Le prix de l'orge importée est inférieur de 71.75 DT/Tonne (-14.94%) par rapport au prix de l'orge locale qui est de l'ordre de 480DT/Tonne. Par rapport aux achats précédents, les prix de cette dernière fois, ont diminué de 12.07 dollars/tonne pour le blé dur, de 0.54 dollars/tonne pour le blé tendre et de 0.52 dollars/tonne pour l'orge fourragère. La stratégie d'importation adoptée jusque là a permis à la Tunisie de garantir des niveaux de stocks sécuritaires à moindre coût.

Source : Office des Céréales

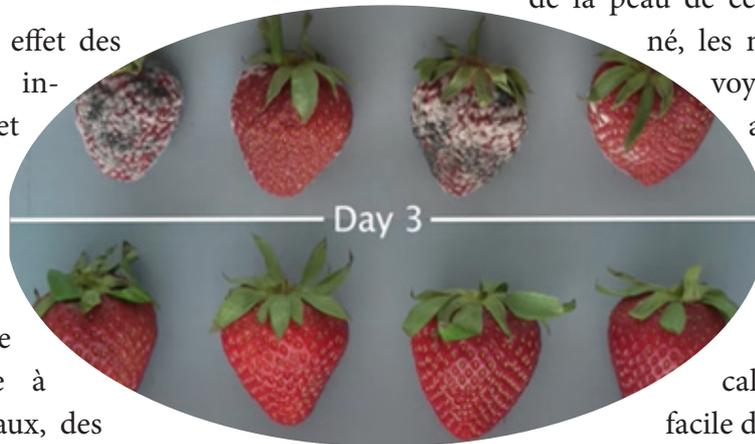
Une solution pour allonger la durée de vie des fruits et légumes

Une bonne partie du gaspillage alimentaire dans le monde est due à la détérioration des produits frais, et notamment des fruits et des légumes qui s'abîment vite. Face à ce constat, la start-up californienne a développé une nouvelle technologie: une couche protectrice naturelle et indétectable.

L'entreprise promet en effet des barrières «invisibles, insipides, comestibles et durables» enrobant les fruits et légumes, pouvant multiplier jusqu'à cinq la durée de vie des produits. Cette fine couche est fabriquée à base de déchets végétaux, des sous-produits habituellement jetés

mais issus de cultures certifiées biologiques, comme des peaux de raisin ou des tiges de brocolis laissés après la récolte.

Apeel Sciences en extrait de minuscules éléments, pour arriver à des formulations servant de «camouflage moléculaire»: grâce à ce revêtement naturel, les aliments deviennent méconnaissables et donc moins intéressants pour les parasites. La couche ultra-mince va «convaincre» les champignons, bactéries et insectes qu'il ne s'agit absolument pas de nourriture, tout en contrôlant le taux d'eau et de gaz et en ralentissant ainsi la décomposition.



Il existe une recette de «peau» adaptée à chaque produit, à appliquer avant ou après la récolte. Par exemple, pour les avocats, la «barrière» est développée pour empêcher l'anthracnose, une maladie liée à l'apparition de champignons habitués à entrer par les petites fissures de la peau de ces fruits. Autre exemple donné, les myrtilles chiliennes, après un voyage de trente jours, pourraient arriver dans les supermarchés américains comme si elles venaient d'être cueillies. Une protection qui pourrait donc aussi aller à l'encontre d'une consommation plus locale, en permettant le transport facile de produits des quatre coins du monde...

Mais, d'après le New York Times, «si le produit fonctionne comme annoncé, il pourrait apporter des changements radicaux à l'industrie des produits alimentaires et aux rayons des supermarchés. Il pourrait réduire le gaspillage alimentaire et l'usage de pesticides, et augmenter le nombre de variétés de fruits et légumes disponibles». Ceci dit, les solutions d'Apeel Sciences n'ont pas encore été commercialisées, et pourraient faire face à plusieurs obstacles: les consommateurs méfiants d'un nouveau revêtement sur les produits frais, et les producteurs trouvant cette protection bien trop chère.

Source : slate.fr.

La mouche blanche, une réelle menace pour la sécurité alimentaire

Des chercheurs ont réussi à séquencer le génome de la mouche blanche qui est un ravageur invasif capable de résister aux pesticides, de transmettre plus de 300 virus végétaux et de nourrir au moins 1.000 espèces de plantes différentes. Elle entraîne des pertes de récoltes de plusieurs milliards de dollars chaque année. En effet, la mouche blanche représente une réelle menace économique pour les cultures agricoles. Elle engendre des dommages directs et favorise grandement la propagation de virus: le Virus des feuilles jaunes en cuillère de la tomate, le Virus de la mosaïque africaine du manioc, etc générant ainsi de lourdes pertes agricoles et de sérieux problèmes au niveau de la sécurité alimentaire.

Ces virus se développent notamment en Afrique et dans d'autres pays en voie de développement. Des organismes internationaux ont pour projet de faire usage du séquençage du génome afin de développer une stratégie de lutte contre ce ravageur. Ce génome aidera également les scientifiques à tracer la diversité génétique des populations de mouches blanches à travers le monde. Ces informations pourraient aider les chercheurs à comprendre la variante de la mouche blanche qui décime les récoltes de manioc dans certaines parties de l'Afrique et aideraient à élaborer des stratégies de développement pour les mouches blanches africaines.

Source : www.agrimaroc.ma

La diversité des plantes contre les agents pathogènes

Des chercheurs de l'Inra et du Cirad, en collaboration avec une équipe chinoise, montrent comment les systèmes immunitaires très différents de deux variétés de riz co-cultivés depuis des siècles réussissent à déjouer durablement les agents pathogènes. Des expérimentations similaires vont désormais être menées sur le blé.

Le champignon *Magnaporthe oryzae* (responsable de la pyriculariose) fait des ravages dans les rizières du monde entier, détruisant chaque année de quoi nourrir plus de 60 millions de personnes. Face à ces attaques, les plantes mettent en place plusieurs stratégies. Une première ligne de défense est basée sur l'immunité basale, via un certain nombre de réponses antimicrobiennes. Pour déjouer cette immunité, les agents pathogènes déploient un arsenal de protéines (les effecteurs). Les plantes ont développé une autre stratégie de défense : des gènes de résistance capables de détecter ces effecteurs et de bloquer plus efficacement l'invasion microbienne. Mais les agents pathogènes sont capables d'adapter leurs armes et de rendre rapidement inefficace les gènes de résistance.

Dans le sud-ouest de la Chine, les rizières de Yuanyang inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco s'étendent sur plus de 10 000 hectares. Or, dans cette région où les agriculteurs n'utilisent pas de fongicide, le riz est étonnamment préservé des épidémies. Pourquoi et comment ? Les chercheurs de l'unité Biologie et génétique des interactions plante-parasite (Inra, Cirad, Montpel-

lier Supagro) et de l'Université d'agriculture du Yunnan en Chine ont tenté de résoudre cette énigme.

Si la présence de *Magnaporthe oryzae* y est avérée, ces rizières ne sont que très peu affectées par le champignon. Or, deux types de variétés de riz sont co-cultivés : du riz ordinaire (*Indica*) et du riz gluant utilisé pendant les fêtes (*Japonica*). Les scientifiques ont montré que les variétés *Japonica* présentent une forte immunité basale et peu de gènes de résistance tandis qu'à l'inverse, les variétés *Indica* possèdent une faible immunité basale et beaucoup de gènes de résistance.

Ces deux types de variétés de riz ayant des systèmes immunitaires si différents ont conduit à l'existence de deux populations spécialisées de champignons capables d'infecter des variétés spécifiques de riz. Ces deux armées d'agents pathogènes ultra-spécialisées sont donc incapables de combattre sur tous les fronts (même si localement dans certaines parcelles, quelques batailles sont perdues par les plantes) et le champignon ne peut alors pas se disperser dans le paysage.

Ces premiers résultats issus du projet « Riz éternel » montrent donc que le déploiement de systèmes immunitaires diversifiés permet de développer des agro-systèmes présentant une protection des plantes durable. Désormais, les chercheurs vont mener des expérimentations similaires sur les cultures de blé.

Source : lafranceagricole.fr.

Observatoire National de l'Agriculture



30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis
Site Web: <http://www.onagri.tn>
Téléphone (+216) 71-801-055/478
Télécopie : (+216) 71-785-127
E-mail : onagri@iresa.agrinet.tn